

François Hollande dévoile ses « 60 engagements »

Le projet du candidat socialiste prévoit 20 milliards de « dépenses nouvelles »

Lucidité, volonté, justice et clarté : François Hollande a présenté hier un projet présidentiel chiffré conçu pour mettre à contribution les Français les plus favorisés en période de crise, tout en préservant selon lui les classes moyennes. Les « 60 engagements pour la France » du candidat socialiste, contenus dans un livret tiré à 15 millions d'exemplaires, prévoient 20 milliards d'euros de dépenses nouvelles sur cinq ans et le retour à l'équilibre budgétaire en 2017, financés par 29 milliards d'euros de réduction de niches fiscales.

« Tout ce qui est dit sera fait dans le quinquennat »

« Si nous voulons réussir, nous devons faire de la justice le seul de nos critères », a déclaré le député de Corrèze. « Ce qui est juste sera décidé. Ce qui ne l'est pas sera écarté. » François Hollande a évoqué quatre principes : lucidité sur la « gravité de la situation économique », volonté de changement pour redresser l'économie et les comptes publics, justice pour les Français et le monde économique, clarté sur le financement, la méthode et le calendrier de mise en œuvre.

« Toutes les mesures présentées sont intégralement financées », a-t-il assuré. « Je ne promets que ce que je suis capable de tenir. Pas moins, pas



Le candidat socialiste a détaillé, hier, son plan de route à la Maison des métallos, à Paris, devant plusieurs centaines de journalistes.

(Photo Charles Platiau/Reuters)

plus. Tout ce qui est dit sera fait dans le quinquennat. »

En réponse aux critiques de la droite, toujours dans l'attente de l'entrée en campagne de Nicolas Sarkozy, François Hollande a assuré que les classes moyennes seraient préservées par son projet. « Les seuls qui seront concernés par nos mesures sont les plus gros revenus, c'est-à-dire tous ceux qui ont bénéficié des 75 milliards cumulés de cadeaux fiscaux depuis 2007. »

Le candidat a pris comme exemple la modification du quotient familial, qui se traduira par des baisses d'exonérations pour les familles tou-

chant l'équivalent de plus de six fois le smic.

Il promet 20 milliards d'euros de dépenses nouvelles, qui seront financées notamment par l'annulation de 29 des 50 milliards d'euros de « cadeaux fiscaux » et une augmentation du taux de prélèvements obligatoires, qui passera à 46,9% en 2017. « Il n'est pas normal qu'un salarié par son travail ait un taux d'imposition plus élevé qu'un rentier », a-t-il fait valoir. L'effort de 29 milliards d'euros sera réparti à hauteur de 11,8 milliards d'euros sur les ménages les plus favorisés et de 17,3 milliards d'euros sur les entreprises.

En deux temps

Le quinquennat envisagé par François Hollande sera divisé en deux temps. « Le premier temps, c'est le temps des réformes structurelles », a expliqué le candidat. « Toutes ces mesures prises immédiatement au lendemain de l'élection. » Dans un second temps seulement, « nous pourrons aller plus loin dans la redistribution », a-t-il ajouté.

Parmi les mesures d'urgence figure le plan pour le logement, avec encadrement des loyers, mise à disposition gratuite pour les collectivités locales des terrains de l'Etat pour la construction et doublement du plafond du Livret A. Autre priorité : les personnes ayant commencé à travailler à 18 ans et ayant suffisamment cotisé depuis pourront partir à la retraite à taux plein à 60 ans. Coût de l'opération : un milliard par an, financé par un relèvement des cotisations de 0,1% pour les salariés et le patronat.

Le projet inclut la création d'une Banque publique d'investissement, une réforme de la fiscalité des sociétés et la création de 150.000 « emplois d'avenir » à destination des jeunes.

« La mayonnaise peut toujours tourner »

Favori des sondages, François Hollande a voulu hier soir se montrer prudent quant à ses chances d'entrer à l'Élysée en mai. Invité de l'émission *Des paroles et des actes* sur France 2, le candidat socialiste a rappelé que rien n'était acquis en politique. « Quand la mayonnaise prend, il faut éviter qu'elle retombe et ça peut tourner, donc c'est une attitude que je ne cesserai d'avoir, c'est celle du respect des Français », a-t-il déclaré.

Evoquant par ailleurs la TVA à 7% dans la restauration, François Hollande a indiqué que ce taux « sera maintenu que s'il y a des contreparties en

termes de rémunération et d'emplois ». Sur ce dossier il a assuré vouloir « un discours de vérité avec les restaurateurs ».

En revanche, le taux de TVA réduit dans le bâtiment sera maintenu, a-t-il promis, le jugeant « très utile pour le secteur de l'artisanat ».

Interrogé sur le « service minimum » dans les transports, le candidat socialiste a déclaré qu'il le maintiendrait, notamment à la SNCF. S'il est élu, il garderait aussi la réforme de Nicolas Sarkozy sur les postes accordés à l'opposition. François Hollande a en revanche affirmé qu'il abrogerait les peines plancher.

« Mesurettes » et « filet d'eau tiède »

Les réactions au projet de François Hollande se sont multipliées hier :

François Baroin, ministre de l'Économie et des Finances. – « C'est un programme qui va isoler la France en Europe, qui est à rebours de la convergence avec l'Allemagne, (il va) aux dépens des intérêts économiques fondamentaux de notre pays, c'est une certitude. »

Valérie Pécresse, ministre du Budget. – « Il y a de quoi être inquiet. Quand j'entends M. Hollande dire qu'il n'y aura pas d'économies supplémentaires, qu'il n'y aura plus de Révision générale des politiques publiques, plus de baisse du nombre de fonctionnaires (...) monsieur Hollande donne un coup fatal au désendettement de la France. »

Marine Le Pen, candidate du Front national. – « Il fait la guerre à la finance avec un pistolet à bouchon. Le programme en lui-même est totalement incohérent (...) C'est un projet aseptisé. Où est la rupture avec le modèle ultralibéral ? C'est des mesurettes (...) Ce n'est pas la rupture, qui est la seule à même de pouvoir sortir notre pays de la spirale. »

François Bayrou, candidat du MoDem. – « On ne reviendra pas à l'équilibre avec ce programme-là. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas

imaginable. Il n'y a pas dans ce programme une seule mesure d'économie. »

Cécile Duflot, secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts. – « Si j'étais socialiste, je serais contente, mais je suis écologiste. Je ne suis pas déçue car il y a des éléments positifs notamment sur la fiscalité ou l'emploi des jeunes, mais il y a aussi des manques et des impasses (...) et une ambiguïté sur la question énergétique. Bilan mitigé. »

Marc-Philippe Daubresse, secrétaire général de l'UMP. – « Le programme de François Hollande est un mélange de jospineries décongelées et de promesses aussi démagogiques qu'irresponsables. »

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche. – « Ce programme est un filet d'eau tiède. Mais il m'aide en ce sens qu'il désenclave le propos du Front de Gauche. Aujourd'hui, quand vous dites « on va lutter contre la finance », plus personne ne vient dire : Monsieur Mélenchon, « vous avez exagéré ». Le Medef (patronat) a également réagi hier dans un communiqué : « Ces différentes annonces constituent autant de charges nouvelles sur les entreprises françaises, alors qu'elles subissent déjà l'un des taux de prélèvements obligatoires le plus élevé d'Europe. »

En bref

Un rapport dénonce les contrôles de police « au faciès »

Les contrôles de police visent plus fréquemment les minorités ethniques, ce qui entraîne un soupçon de « profilage ethnique », estiment les auteurs d'un rapport de l'ONG américaine Human Rights Watch. Ces conclusions ont été contestées et qualifiées de « caricaturales et choquantes » par la Direction générale de la police nationale (DGPN), qui nie tout racisme et assure que les comportements illégaux sont réprimés.

Un père de famille se suicide devant un centre des impôts

Un homme de 55 ans, qui devait « plusieurs dizaines de milliers d'euros » au Trésor public, s'est suicidé mercredi d'une balle dans la tête dans la cour du centre des impôts de Créteil. Ce père de famille et architecte-urbaniste de profession s'était rendu un peu plus tôt au guichet et avait remis à une employée un mot sur lequel était écrit : « Vous voulez ma peau, vous l'avez ».

Social : l'espoir renaît chez Lejaby

L'espoir renaît à l'usine de fabrication de lingerie Lejaby d'Yssingaux (Haute-Loire), menacée de fermeture. Alain Prost, le nouveau PDG qui a racheté l'entreprise pour 100 000 euros en reprenant 195 des 450 salariés du site Lejaby de Rillieux, a annoncé hier la possibilité d'une reprise séparée du site d'Yssingaux qui emploie 93 ouvrières. « Nous avons plusieurs pistes de reprise pour le site d'Yssingaux », a confirmé de son côté le ministre de l'Industrie Eric Besson.

Couture : la maison Sonia Rykiel sous contrôle chinois

La maison de couture Sonia Rykiel qui emploie 365 personnes a annoncé hier l'ouverture de négociations avec la holding d'investissement chinoise Fung Brands, qui devrait reprendre 80% de son capital au côté de la famille fondatrice. Fung Brands a déjà repris l'an dernier le chausseur français Robert Clergerie.